



MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

---

Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade  
par des filets antiprojections  
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu

---

N° du CCTP : [EPM FIL MOE](#)

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES  
Auvergne-Rhône-Alpes  
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES  
19, rue Crépet – CS 70607 – 69366 Lyon Cedex

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – CADRAGE DE L'OPERATION.....</b>	<b>3</b>
2.1 – SITUATION PATRIMONIALE .....	3
2.2 – IDENTIFICATION DU BESOIN ET PERIMETRE DE L'OPERATION .....	3
2.3 – LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
<b>ARTICLE 3 – MISSIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>4</b>
3.1 – TRANCHES ET PARTIES TECHNIQUES .....	4
3.2 – GENERALITES .....	5
3.3 – MISSIONS TRANSVERSALES .....	5
3.1.1. ETENDUE DES ATTRIBUTIONS ET PRISE EN COMPTE DU CONTEXTE .....	5
3.1.2. CONDUITE DES PRESTATIONS .....	6
3.1.3. EXPLOITATION DE L'ENSEMBLE DES RAPPORTS DES INTERVENANTS.....	7
3.1.4. DIAGNOSTIQUEURS .....	7
3.1.5. CONCESSIONNAIRES .....	8
3.1.6. GESTION DELEGUEE .....	8
3.1.7. GESTION DE LA CONFIDENTIALITE.....	8
3.1.8. SURETE PENITENTIAIRE.....	8
<b>ARTICLE 4 – CONTENU DE LA MISSION.....</b>	<b>10</b>
4.1 – AVP : ÉTUDES D'AVANT-PROJET - PARTIE TECHNIQUE 1 (PT1).....	10
4.2 – PRO : ÉTUDES DE PROJET - PARTIE TECHNIQUE 2 (PT2).....	12
4.3 – AMT : ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX - PARTIE TECHNIQUE 3 (PT3) .....	13
4.3.1. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	13
4.3.2. ASSISTANCE A LA PASSATION.....	15
4.4 – DET, VISA ET AOR - PARTIE TECHNIQUE 4 (PT4) .....	16
4.4.1. DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DE TRAVAUX (DET).....	17
4.4.2. EXAMEN DE LA CONFORMITE AU PROJET ET VISA DES ETUDES D'EXECUTION FAITES PAR L'ENTREPRENEUR (VISA) .....	19
4.4.3. ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION ET PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR) .....	19
<b>ARTICLE 5 – MISSIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>21</b>
5.1 – DIA : ÉTUDES DE DIAGNOSTIC – MISSION COMPLEMENTAIRE 1 (MC1).....	21
5.2 – OPC : ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION – MISSION COMPLEMENTAIRE 2 (MC2) .....	23
5.1.1. OPC PENDANT LE DIA (PENDANT LA MC1).....	24
5.1.2. OPC PENDANT L'AVP (PENDANT LA PT1).....	24
5.1.3. OPC PENDANT LE PRO (PENDANT LA PT2) .....	24
5.1.4. OPC PENDANT L'AMT (PENDANT LA PT3).....	25
5.1.5. OPC PENDANT LA PT4 .....	25

## ARTICLE 1 – OBJET

Le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir la consistance des missions dont sera chargé le Titulaire du marché de Maîtrise d'Œuvre pour **la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections à l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu (69)**.

Il complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre, définie en référence aux loi, décret et arrêté visés à l'article 2 du CCAP, ainsi qu'au CCAG Maîtrise d'œuvre, en ce qu'il définit le rôle du maître d'œuvre lors l'exécution des marchés de travaux. De même, le présent CCTP vient en tant que de besoin apporter précisions et compléments contractuels vis-à-vis des obligations définies au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) en ce qu'il définit le rôle du maître d'œuvre dans l'exécution des marchés de travaux, et auxquels lesdits marchés de travaux se référeront.

Il est toutefois expressément convenu que les obligations du maître d'œuvre ne sont pas limitées aux seules stipulations des articles suivants. En effet, le maître d'œuvre a une obligation générale de conseil et d'alerte visant à mener à bonne fin la réalisation des opérations que lui confie le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire veillera à ce que les différents intervenants (Diagnostiqueurs, Entreprises de travaux, Tiers intéressés) respectent leurs engagements vis-à-vis du Cadre de sûreté.

Fait partie du présent CCTP l'annexe suivante :

- Annexe 1 : Programme de l'opération
- Annexe 2 : Cadre de sûreté et ses annexes

Font partie des informations communiquées au Titulaire par le Maître d'ouvrage sans constituer des annexes au CCTP :

- Plans de l'Etablissement (confidentiels et indicatifs)
- Etude de faisabilité 2017 (confidentiel)

## ARTICLE 2 – CADRAGE DE L'OPERATION

### 2.1 – SITUATION PATRIMONIALE

L'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu, mis en service en 2007 est composé de 7 unités d'hébergement disposant chacune de leur cour de promenade.

### 2.2 – IDENTIFICATION DU BESOIN ET PERIMETRE DE L'OPERATION

L'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu, mis en service en 2007 est composé de 7 unités d'hébergement disposant chacune de leur cour de promenade.

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections*  
*Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

Cet établissement subit de nombreuses projections (envoi de colis depuis l'extérieur de l'enceinte à destination des personnes détenues) qui sont d'autant plus problématiques que le public hébergé est mineur. Aucun dispositif de détection n'est disponible à ce jour, et l'établissement ne dispose pas de miradors pour la surveillance périmétrique, ce qui le rend très vulnérables à ces projections.

Depuis plusieurs mois, les personnes détenues escaladent régulièrement les clôtures des cours.

Une première étude de faisabilité avait été réalisée en 2017 pour ce projet mais l'opération n'avait pas été retenue à cette époque, en raison de la priorisation d'autres améliorations de la détention

### **2.3 – LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

- Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu, rue du Rambion, 69330 Meyzieu
- Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lyon, 19, rue Crépet, 69007 Lyon

## **ARTICLE 3 – MISSIONS DU TITULAIRE**

### **3.1 – TRANCHES ET PARTIES TECHNIQUES**

---

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre portent sur des opérations de réhabilitation d'ouvrages de bâtiment, au sens de l'article R. 2431-5 du Code de la commande publique. Le marché comprend donc une mission complémentaire de diagnostic (DIA), une mission complémentaire Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) et la mission de base.

L'opération étant phasée et pour partie conditionnée à l'obtention de crédits, il s'agit d'un marché à tranches, ainsi décomposé :

- Tranche ferme (TF) : études sur l'ensemble de l'ouvrage et suivi de travaux sur les trois premières cours couvertes.
- Tranche optionnelle 1 (TO1) : suivi de travaux sur les quatre autres cours.

La mission faisant l'objet du présent marché est décomposée en six éléments de mission. Ces éléments de mission identifiés constituent des parties techniques (PT) au sens de l'article 6 du CCAP.

La mission décrite ci-après consiste en les parties techniques suivantes :

- DIA : Etudes de diagnostic (MC1)
- OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination (MC2)
- AVP : Etudes d'avant-projet (PT1)
- PRO : Etudes de projet (PT2)
- AMT : Assistance pour la passation des marchés de travaux (PT3)
- DET, VISA, AOR : Direction d'exécution des marchés de travaux, Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution faites par l'entrepreneur et Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement (PT4)

Dès lors, en croisant ces deux aspects, le Titulaire se verra confier les éléments de mission suivants :

- Pour la TF : MC1, MC2, PT1, PT2, PT3, PT4 (uniquement sur 3 cours)
- Pour la TO1 : uniquement pour les 4 cours non traitées en TF, MC2 partielle (OPC pendant PT4), PT4

### **3.2 – GENERALITES**

---

La mission de Maîtrise d'œuvre porte sur le diagnostic des installations existantes, la conception et le suivi des travaux pour répondre au besoin de la DISP et de l'Etablissement, dans des conditions de sûreté, de maintenabilité, de robustesse, de pérennité qu'exige le contexte pénitentiaire. La Maîtrise d'œuvre devra exercer son devoir de conseil en proposant des solutions adaptées au contexte d'intervention en site occupé, en proposant un phasage correspondant à la capacité qu'aura l'établissement à accueillir des travaux lourds touchant la cour de chacune des sept courées que compte l'EPM.

Le Titulaire prendra pleinement en compte, et lors de toutes les parties techniques et missions complémentaires qui lui seront commandées, les problématiques liées :

- à la sûreté pénitentiaire,
- à l'impact du chantier sur l'organisation de la détention,
- à la prise en compte des ressources humaines allouables au chantier par l'établissement,
- à la gestion des autorisations d'accès,
- à la gestion des flux de chantier.

Le Titulaire devra donc satisfaire à la fois aux exigences de pertinence en matière de conception technique, mais aussi de planification et d'organisation du chantier dans un site exportant de fortes contraintes organisationnelles sur le chantier. Il devra pour cela travailler en étroite collaboration avec le coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé et avec les représentants de l'établissement pour que son projet soit réalisable dans le contexte.

Pour ce faire, le Titulaire réalisera toutes les réunions nécessaires sur site, tant lors de la conception que lors des travaux, pour s'assurer de ce caractère réaliste. L'ensemble des éléments de contexte devront être consignés par ses soins dans des comptes-rendus qu'il soumettra à la Maîtrise d'ouvrage.

L'ensemble des déplacements pour réunion, tant sur site qu'au siège de la Maîtrise d'ouvrage, est compris dans le prix.

### **3.3 – MISSIONS TRANSVERSALES**

---

#### **3.1.1. Etendue des attributions et prise en compte du contexte**

Pendant toute la durée d'exécution de sa mission, le Maître d'œuvre doit assurer les éléments d'interfaces suivants. La mission générale dévolue au Maître d'œuvre implique en outre :

- L'ensemble des tâches que le CCAG Travaux impute à la maîtrise d'œuvre, qu'il est réputé connaître. A la Maîtrise d'œuvre revient notamment la responsabilité de la rédaction de l'ensemble des ordres de service, quel que soit leur objet (par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux).

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections  
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

- La participation et l'organisation de l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne réalisation de la mission, notamment celles ayant trait aux bonnes relations avec l'Établissement accueillant les travaux.
- Plus généralement des obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :
  - Des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main-d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin.
  - De la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière.
  - Des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux.
  - Des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens.
  - Des dispositions à prendre au titre de l'intervention en site occupé.
  - Des dispositions à prendre au titre de l'intervention en milieu pénitentiaire.

Il intégrera dans toutes ses prestations l'ensemble des dispositions provisoires et transitoires nécessaires à la réalisation des travaux.

Il intégrera à tous niveaux l'impact sur le projet des conditions à satisfaire en matière de sûreté pénitentiaire.

Il devra prendre en compte l'ensemble des mesures d'information et de travaux nécessaires concernant les coupures de réseaux, fort pénalisantes pour la continuité du service pénitentiaire

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur l'application « EDIFLEX », liaisonné avec le portail public de facturation « Chorus Pro ».

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans EDIFLEX, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, dans un délai n'excédant pas 5 jours ouvrés.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site EDIFLEX.

### 3.1.2. Conduite des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Acte d'engagement, le Maître d'œuvre désignera en son sein une personne unique, désignée « Conducteur de prestation », qui sera chargée de :

- coordonner et planifier les interventions de chaque membre de la maîtrise d'œuvre,
- représenter la Maîtrise d'œuvre devant la Maîtrise d'ouvrage et pour l'ensemble des autres intervenants (éventuel assistant au maître d'ouvrage, contrôleur technique, coordonnateur SPS),
- mettre en forme avant diffusion les documents d'études établis par chaque membre du groupement de Maîtrise d'œuvre, de manière que chaque document s'intègre parfaitement dans un ensemble avec un sommaire unique,
- vérifier avant diffusion la cohérence et la compatibilité des documents établis par chaque membre de la Maîtrise d'œuvre, notamment au niveau des limites de prestations,
- vérifier la prise en compte par les différents membres de la Maîtrise d'œuvre des observations et décisions de la Maîtrise d'ouvrage et des autres intervenants (contrôleur technique, coordonnateur SPS, concessionnaires...),

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections  
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

- relever par une note ou rapport au Maître d'ouvrage ce qu'il y aurait lieu de corriger, de compléter ou d'ajouter dans les pièces mais qui relève d'intervenants autres que la Maîtrise d'œuvre.

A ce titre, le coordonnateur de la Maîtrise d'œuvre a pour mission de déceler toute anomalie normalement détectable par un homme de l'art. Dans le cas où de trop nombreuses incohérences, erreurs ou incompatibilités relevant de cet ordre seraient détectées dans les documents remis par la Maîtrise d'œuvre à la Maîtrise d'ouvrage, la prestation serait renvoyée à la Maîtrise d'œuvre et son examen ajourné. La Maîtrise d'œuvre ne pourrait dès lors arguer d'aucune demande de délai supplémentaire pour accomplir sa tâche.

### 3.1.3. Exploitation de l'ensemble des rapports des intervenants

La DISP fournira au Titulaire, à la notification du contrat, les contacts de l'ensemble des interlocuteurs selon l'organisation actuelle et prévisionnelle des différents services concernés par l'opération. Ce document devra être réinterrogé par le Maître d'œuvre au cours de sa mission, en parfaite cohérence avec les objectifs de la Maîtrise d'ouvrage. A titre prévisionnel, cette organisation pourrait être :

- Services de la DISP :
  - DAI (Département des Affaires Immobilières)
  - DSD (Département Sûreté Détention)
- Etablissement :
  - Direction d'établissement
  - Gradés détention et infrastructure de l'établissement
  - Services techniques de l'établissement
  - Gestion déléguée (mainteneur)

Le maître d'œuvre est tenu de solliciter, de prendre en compte et d'exploiter tous les rapports particuliers (avis du maître d'ouvrage, de l'Etablissement, CSPS, contrôle technique ; rapport de diagnostiqueur...) nécessaires à chaque stade de l'étude et de la réalisation du projet. Il fera figurer expressément à chaque stade la référence exacte de ces rapports. Si des éléments font défaut ou sont mal définis, il lui appartiendra de signaler à la maîtrise d'ouvrage. Toutes les positions (y compris les mises en œuvre au titre de la sécurité, de la sûreté pénitentiaire, de l'installation de chantier, des essais, des documents produits par les tiers...) seront précisément décrites et donneront lieu à un chiffrage identifiable dans les pièces de l'offre des entreprises.

### 3.1.4. Diagnostiqueurs

Le Titulaire devra, tout au long de la mission, intégrer les prestations traitant des diagnostiqueurs :

- Définition du Cahier des charges
- Rédaction des pièces de consultation
- Encadrement de la consultation, y compris visite de site si nécessaire
- Assistance au choix du Titulaire
- Prise en charge du Titulaire :
  - Réalisation de documents préparatoires (plans de repérage, campagne DR/DICT, etc.)
  - Relations à l'établissement, mise en place des autorisations d'accès

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections*  
*Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

- Accompagnement si nécessaire du diagnostiqueur lors de son intervention
- Suivi de la production du diagnostiqueur

Au vu de l'objet de l'opération, il est attendu au minimum l'intervention de diagnostiqueurs suivants :

- Géotechnique pour la fondation des poteaux de la cour 7
- Géomètre et géodétection

#### 3.1.5. Concessionnaires

Le Titulaire a également la responsabilité du recueil des contraintes techniques et temporelles inhérentes à la prise en compte des réseaux concédés, à toutes les étapes du marché.

L'anticipation étant essentielle, ces démarches seront débutées au plus tard lors de la PT2.

#### 3.1.6. Gestion déléguée

Le Titulaire doit permettre au gestionnaire délégué d'émettre tout commentaire sur les dossiers d'études. En particulier, le gestionnaire délégué ayant à son contrat une mission d'assistance à la DISP dans le cadre des opérations de travaux, et devant soumettre, sur la base du dossier de consultation des entreprises puis du dossier des ouvrages exécutés un mémoire justificatif relatif à la demande d'avenant éventuellement nécessaire pour la poursuite de son marché, le Titulaire devra fournir des dossiers (ou veiller à ce que les dossiers fournis par les entreprises et dont il a la responsabilité du visa) comportant les informations nécessaires à la bonne compréhension des implications en termes d'intervention ultérieure sur ouvrage, d'exploitation et de maintenance des systèmes.

Il veillera également à ce que les prestations des entreprises intègrent les formations nécessaires des personnels pénitentiaires et du gestionnaire délégué.

#### 3.1.7. Gestion de la confidentialité

Le Titulaire s'est engagé au respect d'une clause de confidentialité. Tout au long de ses études, et dans ses relations avec les tiers (notamment lors de la consultation des diagnostiqueurs et des entreprises de travaux), il devra prendre en compte le caractère hautement confidentiel des informations qu'il manipule.

La Maîtrise d'ouvrage imposera l'emploi d'une solution de cryptage (ZEDFREE ou équivalent) lors de chaque transmission par le Titulaire, à la DISP ou aux autres intervenants. La plateforme France Transfert sera privilégiée.

#### 3.1.8. Sûreté pénitentiaire

Le Titulaire doit prendre en compte tout au long de sa mission, tant lors des études que des travaux, les impératifs de sûreté pénitentiaire. Aussi, à cette aune, il devra trouver l'adhésion de l'Etablissement, du DSD, et faire respecter les dispositions adéquates aux entreprises.

Il aura à sa charge, tout au long de sa mission, de mettre à jour et de faire mettre à jour, de rendre spécifiques à l'opération les annexes du CCAP destinées aux marchés de travaux, et de mettre au point un Cadre de sûreté pour l'opération.





## ARTICLE 4 – CONTENU DE LA MISSION

Les éléments de mission du présent article correspondent aux attentes et enjeux de la Maîtrise d'ouvrage de cette opération relativement aux parties techniques 1 à 4 constitutives de la mission de base.

*Le présent article porte notamment sur les articles R2431-19 à R2431-23 du Code de la commande publique, ainsi que les l'annexe II de l'annexe 20 du Code de la commande publique, dont le texte est reproduit en italique. Ces dispositions sont complétées de dispositions spécifiques ou précisées, en caractères normaux, résultant des exigences du maître de l'ouvrage propres à l'objet du marché.*

### 4.1 – AVP : ÉTUDES D'AVANT-PROJET - PARTIE TECHNIQUE 1 (PT1)

Cette mission relève de la tranche ferme (TF).

Afin de permettre à la DISP de se positionner efficacement sur la pertinence des études DIA, il est demandé un « DIA-APS », objet de la MC1, qui fusionne les attendus du diagnostic avec ceux de l'avant-projet sommaire. **Cette PT1 porte donc sur un AVP de niveau APD, avec éventuellement la reprise d'études niveau APS si la MC1 a été acceptée avec des demandes d'adaptation, fusion des solutions d'ensemble étudiées en MC1.**

Fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études de la MC1 approuvées ou commentées par le maître de l'ouvrage, les études d'Avant-projet de niveau Avant-projet définitif (AVP-APD) ont pour objet :

- *D'arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions des ouvrages, ainsi que leur aspect.*
- *De définir les matériaux.*
- *De vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité.*
- *De justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques.* Les matériaux, systèmes techniques, équipements et les modes opératoires proposés seront le résultat d'études comparatives multicritères (aptitude à l'usage, adaptabilité, conditions d'entretien et de maintenance, facilité de remplacement, etc.). Sur cette base, le maître d'ouvrage devra être en mesure d'opérer des choix en fonction des avantages et des inconvénients des différentes solutions envisageables.  
Dans ce cadre, le Titulaire établira les notes de calcul de dimensionnement, a minima, sur le bilan des fluides, réseaux secs et humides. En cas d'impact sur la structure (modification du cloisonnement, des charges rapportées...), le Titulaire établira les notes justificatives correspondantes. Ces notes seront mises à jour lors des études de projet (PRO).
- *De permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance.* L'objectif des compléments de programme au stade de l'AVP-APD est de conforter la faisabilité et d'apporter les prescriptions fonctionnelles et techniques permettant d'assurer la faisabilité de l'opération dans les contraintes de coûts et de délais.
- *D'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état.* Celle-ci sera fondée sur un avant-métré qui sera intégralement communiqué au maître d'ouvrage. L'estimation permettra d'identifier les parts d'estimation par système, par bâtiment, par phase. L'estimation sera accompagnée d'une note explicative détaillant les hypothèses retenues pour effectuer l'estimation (prise en compte du contexte pénitentiaire, difficultés de phasage, explication des éventuels écarts à l'estimation initial, etc.). Le chiffrage sera actualisé

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections*  
*Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

selon les conditions économiques en vigueur lors de la remise du dossier, le mode d'actualisation retenu sera également indiqué dans la note.

- D'établir une estimation des coûts prévisionnels d'exploitation-maintenance, avec les mêmes techniques et les mêmes précisions que pour le coût prévisionnel des travaux.
- *De permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre.*

Les études d'avant-projet (niveau APD) devront au minimum :

- Comporter les documents du DIA-APS mis à jour.
- Présenter par des plans précis les raccordements pressentis pour les besoins de l'opération.
- Arrêter les mesures d'organisation générale du chantier, consistant essentiellement en la définition, zone de chantier par zone de chantier :
  - des accès au chantier,
  - des circulations horizontales et verticales envisagées,
  - des installations de chantier,
  - des zones de stockage des matériaux et des déchets de chantier,
  - du phasage détaillé des principales tâches de réalisation, en précisant celles faisant l'objet de travaux de nuit,
  - des méthodes de réalisation envisagées pour l'ouvrage,
  - des contraintes de sûreté de l'Etablissement et des mesures à prendre pour les intégrer dans la dynamique de chantier (autorisation d'accès, contrôle et horaires d'accès, inventaire des véhicules, cadencement des livraisons, gestion des personnels, etc.),
  - de l'accord formel de l'établissement sur ces dispositions au travers de l'assistance auprès du Chef d'Etablissement lors de la mise au point du Cadre de sûreté (cf. annexe au CCAP).
- Prendre en compte dans le calendrier de réalisation les dispositions pouvant et devant être prises par l'Etablissement pour assurer l'encadrement de travaux.
- Présenter une liste des interventions ultérieures susceptibles d'être engagées une fois l'ouvrage achevé ; cette liste sera convenue avec le CSPS et le gestionnaire délégué, et comportera pour chaque item les dispositions d'accès en maintenance à prendre, en cohérence avec les contraintes de sûreté de l'établissement.

*Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.*

*Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et, le cas échéant, nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction.*

Le Titulaire fournira les dossiers nécessaires à l'accomplissement des démarches administratives vis-à-vis des pompiers du SDMIS. A ce titre, il établit la notice « SCDS » (sous-commission départementale de sécurité). Il participe également aux échanges préalables avec le préventeur du SDMIS.

Les études de la PT1 feront l'objet a minima de deux réunions de présentation, une à la DISP et une à l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu. Elles permettront de convenir définitivement du découpage en tranches des marchés de travaux.

#### **4.2 – PRO : ÉTUDES DE PROJET - PARTIE TECHNIQUE 2 (PT2)**

---

Cette mission relève de la tranche ferme (TF).

*Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées ou commentées par le maître de l'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.*

Les études de projet ont pour objet :

- *De coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages en fonction de l'éventuel allotissement des marchés publics.* Les limites de prestations entre lots doivent être parfaitement définies, et ne donner lieu à aucun manque ou excès. En outre, un cahier des clauses techniques communes à tous les lots pourra être élaboré. Celui-ci explicitera clairement les conditions spécifiques dans lesquelles se dérouleront la préparation de chantier et les études d'exécution. Il prendra en compte la décomposition en tranches qui aura été convenues à l'issue de la PT1.
- *De décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet.*
- *De préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre.*
- *De déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques.* Ce point aura déjà été fortement anticipé dans les PT précédentes.
- *De préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides.* Ce point aura déjà été fortement anticipé dans les PT précédentes.
- *D'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base de l'avant-métré remis à l'APD et mis à jour, avec les mêmes exigences de lecture et accompagné de la même note qu'en phase AVP, mise à jour et explicitant les nouvelles hypothèses et éventuels nouveaux écarts*
- *De permettre au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de la réalisation de l'ouvrage et d'estimer les coûts de son exploitation.*
- *De déterminer le délai global de réalisation des ouvrages, ainsi que le délai de chaque phase intermédiaire.*
- *De permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre.*
- *De décrire les tâches lors des opérations préalables à la réception, ainsi que leur enchaînement et leur répartition entre les différents intervenants.*
- *De mettre à jour les notes de calcul et autres justificatifs.*
- *De prévoir l'organisation du chantier, au moyen d'un carnet de phasage, d'une présentation des différentes tâches ponctuelles et de leur enchaînement, d'un carnet de cinématique pour les opérations de levage et d'un plan d'installation de chantier.*

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections  
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

*Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.*

Le TITULAIRE précisera dès cette PT2 et dans une note écrite les modalités pratiques d'exécution, notamment :

- L'organisation prévisionnelle de la préparation de chantier, notamment l'exécution des procédures du Cadre de sûreté ;
- Sa méthodologie pour l'analyse des documents remis par les entreprises de travaux et les prestataires intellectuelles au fil du chantier ;
- Sa méthodologie pour la réalisation des opérations préalables à la réception (avec en particulier : la planification des essais et contrôles qu'il compte faire exécuter pour vérifier les performances, les sollicitations à réaliser auprès des tiers intéressés et des partenaires de l'opération, les points de contrôle pour les corps d'état techniques, la liste des contrôles devra être déterminée de manière exhaustive et associés à un planning de réalisation.

Les études de la PT2 feront l'objet d'au moins deux réunions de présentation, une à la DISP et une à l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu.

#### **4.3 – AMT : ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX - PARTIE TECHNIQUE 3 (PT3)**

Cette mission relève de la tranche ferme (TF).

##### **4.3.1. Dossier de consultation des entreprises**

*L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des marchés publics de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées ou commentées, a pour objet :*

- *De préparer la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux afin qu'ils puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat, ~~ainsi que des pièces~~ élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le contenu du dossier de consultation est adapté en fonction de la décision du maître d'ouvrage d'allotir ou non l'opération. Le maître de l'ouvrage retiendra a priori la consultation sur la base des études PRO et un mode de dévolution en lots séparés. Les marchés devraient être des marchés à tranches, en cohérence avec le marché du Titulaire. La maîtrise d'ouvrage souhaite qu'une négociation soit menée dans la cadre de la consultation des entreprises. La prestation du Titulaire prendra en compte cette disposition, notamment en termes de temps passé et de rapports intermédiaires et définitifs.*
- *Le titulaire établira, en lien avec le maître d'ouvrage, les grandes lignes de la consultation : allotissement, variante, PSE, décomposition en tranches, conditions de confidentialité. Il proposera des critères de notation sur l'aspect technique. Sur cette première base, il préparera le dossier de consultation.*
- *Le dossier de consultation devra comprendre notamment les documents suivants :*

- le tableau de répartition des documents précisant les documents qui sont à remettre aux entreprises qui souhaitent remettre une offre en fonction du lot pour lequel elles souhaitent soumissionner ;
  - le règlement de consultation ;
  - les cadres de réponse qu'il souhaiterait voir compléter par les candidats pour uniformiser le type de réponse et améliorer la comparabilité des offres ;
  - le cadre d'acte d'engagement de chaque lot ;
  - le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), appuyé sur le CCAG Travaux ;
  - le cahier des clauses techniques particulières communes à tous les lots (CCTP lot 00) qui ne devra pas reprendre en doublon les clauses du CCAP ou du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; ce CCTP lot 00 intégrera notamment les clauses générales d'attendus en matière de qualité des documents transmis, de formations à prévoir, de relevés ou constats d'huissiers à réaliser par les titulaires des marchés de travaux, les limites de prestations et réceptions entre lots à assurer ; ce CCTP lot 00 comprend également la définition totale des prestations dues par les entreprises pendant la période de préparation ;
  - les cahiers des clauses techniques particulières établis pour chaque lot et ses annexes (cadre de sûreté, notice SCDS) ;
  - le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, pour chaque lot ; chaque CDPGF devra suivre strictement la numérotation et l'intitulé des positions du CCTP de chaque lot sans ajout ni omission, permettre de repérer facilement et vérifier les quantités indiquées ; ces CDPGF seront établis en cohérence avec le détail quantitatif estimatif (DQE) établi par le Titulaire et mis à disposition de la DISP ; le niveau de détail du DQE est le même que précédemment, par bâtiment, phase, corps d'état.
  - Le dossier des plans, comprenant des plans par lot et autant de coupes de détail que jugé nécessaire à la bonne compréhension des candidats.
- Avant le lancement de la consultation, le Titulaire devra :
    - S'assurer de la cohérence de l'ensemble des pièces.
    - S'assurer que le DCE comporte l'ensemble des informations nécessaires aux candidats pour qu'ils puissent remettre une offre pertinente. Notamment, il vérifiera la présence du RICT, du PGCSPPS, du DIUO... ou alertera la DISP en cas d'absence.
    - Faire des propositions sur les modalités de jugement des candidatures et des offres ainsi que des pondérations pour l'établissement du règlement de consultation. Il devra intégrer les objectifs de la DISP en matière de développement durable, d'insertion sociale, de facilitation de l'accès des PME à la commande publique. Ces clauses sont rendues obligatoires par les politiques internes du ministère de la Justice.
    - Mettre en œuvre les modalités de pondération finalement arrêtées par le Maître d'ouvrage.
    - Faire des propositions et réalisations de grilles, de documents cadres, etc. facilitant l'analyse ultérieure des offres.

Il est bien précisé que le dossier de consultation des entreprises devra être rigoureusement conforme aux dispositions des études validées par le Maître d'ouvrage, éventuellement modifiées. Toute non-conformité engage la responsabilité du maître d'œuvre.

Cette phase prendra nécessairement en compte la possibilité de variantes dans le respect de la cohérence d'ensemble du projet global.

#### 4.3.2. Assistance à la passation

Dans le cadre de l'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des marchés de travaux, le Titulaire :

- intervient pendant la mise en concurrence en assurant l'organisation des visites de site, en accompagnant les entreprises lors de ces visites, en répondant aux questions écrites posées par les candidats, en garantissant l'égalité de traitement des candidats,
- analyse les candidatures et formule les éventuelles questions à poser aux candidats,
- analyse les offres des entreprises, et s'il y a lieu les offres variantes, et formule les éventuelles questions à poser aux candidats,
- traite des offres présumées anormalement basses et propose les questions que le maître de l'ouvrage pourra poser aux candidats en cause,
- procède à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyse les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation ; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux sur la base de la note explicative remise en phase PRO,
- dirige les négociations, effectue les demandes de précisions,
- assiste dans la rédaction des documents administratifs (courriers aux non-retenus, rapport de présentation, etc.),
- prépare les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des marchés de travaux par le maître de l'ouvrage et les formalise au travers d'un procès-verbal de mise au point.

Le Titulaire remet au maître de l'ouvrage un rapport d'analyse des candidatures explicitant les points suivants :

- courriers nécessaires à produire pour les candidatures incomplètes,
- raisons de proposition d'exclusions de certaines candidatures, etc.

Le Titulaire remet au maître de l'ouvrage un rapport d'analyse des offres explicitant les points suivants :

- la conformité au dossier de consultation,
- l'analyse des variantes, le cas échéant, avec les conséquences pour le maître de l'ouvrage ; à ce titre, la maîtrise d'œuvre vérifie les impacts sur la maintenance et l'exploitation,
- le traitement des offres présumées anormalement basses et les propositions de questions que le maître de l'ouvrage pourra poser aux candidats en cause,

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections*  
*Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

- l'argumentaire relatif au choix du mieux-disant ; le Titulaire prépare à cet effet une analyse financière par poste significatif des offres, en explicitant au moyen de graphiques les écarts d'une part avec l'estimation prévisionnelle, et d'autre part avec les autres candidats. Le Titulaire préparera également une proposition d'argumentaire de choix des entreprises en explicitant, critère par critère dans l'ordre de priorité énoncé au règlement de consultation, les avantages et inconvénients de chacune des offres. Cet argumentaire est conduit par analyse comparative des offres entre elles,
- une proposition de classement des offres.

Le Titulaire sera convoqué en tant que personnalité compétente à chaque Commission d'analyse et de choix le cas échéant au cours de laquelle l'opération objet du présent marché sera évoquée.

Le cas échéant, le Titulaire participera à toutes les réunions de négociations nécessaires au choix des entreprises.

Il préparera les courriers à destination des entreprises en cas de demande de précision ou de compléments de la part de la personne publique ; tenu par son obligation de confidentialité, le Titulaire n'est pas autorisé à prendre contact directement avec les candidats pendant la procédure de consultation.

Dans le cas d'une consultation infructueuse, soit pour un lot, soit pour l'ensemble des lots, le Titulaire s'engage à reprendre le dossier correspondant en l'adaptant en tant que de besoin dans le respect des études validées par le Maître de l'ouvrage, sans pouvoir prétendre à une augmentation de ses honoraires.

Le Titulaire assiste le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) tout au long de la procédure de choix. En particulier, lors de la mise au point du marché, le maître d'œuvre rendra compte au maître de l'ouvrage de la cohérence des documents marchés soumis à la signature du RPA.

Dans le cas d'une consultation ou d'appel d'offres infructueux du fait d'un dépassement du coût de référence, le Titulaire est chargé de l'établissement d'un nouveau dossier de consultation ainsi que la nouvelle analyse des propositions.

Dans le cas où la mise en concurrence amènerait à ce que soit retenue une solution variante, les études de projet doivent être complétées pour :

- assurer la cohérence de toutes les dispositions avec le projet ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'autorisations administratives modifiées ;
- établir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part du projet établi par le maître d'œuvre et d'autre part des propositions de l'entrepreneur ;
- mettre à jour les notes de justifications de dimensionnement technique de l'étape PRO.

#### **4.4 – DET, VISA ET AOR - PARTIE TECHNIQUE 4 (PT4)**

---

Cette mission relève :

- de la tranche ferme (TF) pour les trois premières cours ;
- de la tranche optionnelle 1 (TO1) pour les quatre autres cours.

Le TITULAIRE met à jour sa note écrite les modalités pratiques d'exécution, notamment :



- L'organisation convenue avec les entreprises de travaux pour le déroulement de la préparation de chantier, notamment l'exécution des procédures du Cadre de sûreté ;
- Sa méthodologie pour l'analyse des documents remis par les entreprises de travaux et les prestataires intellectuelles au fil du chantier (circuit de validation, organisation de la cellule de synthèse qu'il dirige, délais, etc.) ;
- Sa méthodologie pour la réalisation des opérations préalables à la réception (avec en particulier : la planification des essais et contrôles qu'il compte faire exécuter pour vérifier les performances, les sollicitations à réaliser auprès des tiers intéressés et des partenaires de l'opération, les points de contrôle pour les corps d'état techniques, la liste des contrôles devra être déterminée de manière exhaustive et associés à un planning de réalisation.

#### 4.4.1. Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)

*La direction de l'exécution des marchés de travaux a pour objet :*

- De délivrer l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.
- D'organiser la période de préparation de chantier en s'assurant que les entreprises effectuent l'ensemble de leurs diligences sur cette période. Il est à prévoir que l'ordre de service de démarrage des travaux, au vu des enjeux liés à la sûreté de l'Etablissement, ne pourra être délivré qu'une fois l'ensemble des études d'exécutions validées (VISA Maîtrise d'œuvre et avis du contrôleur technique).
- *De s'assurer que les documents produits par les opérateurs économiques chargés des travaux ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art.*
- *De s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux clauses des marchés publics de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un.*
- *D'informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.* Il demandera pour cela les échéanciers de facturation aux entreprises.
- De s'assurer de la sécurité du chantier.
- D'assurer une présence sur chantier lors des phases critiques d'exécution (travaux de nuit par exemple) à raison d'**une demi-journée par cour en moyenne**. Cette présence « moyenne » sera convenue en amont avec la Maîtrise d'ouvrage.
- De s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions des marchés de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un.
- De délivrer tous les ordres de service, y compris financiers<sup>1</sup>, et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution des marchés de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier. Les ordres de service susceptibles d'entraîner une modification en termes de coût ou de délai devront avoir fait l'objet d'un accord préalable du maître de l'ouvrage en appliquant la procédure « FTM » (fiches travaux

---

<sup>1</sup> En dérogation au CCAG Maîtrise d'œuvre

modificatifs) qu'il aura décrite au Cahier des clauses administratives particulières des marchés de travaux.

- De préparer, participer, animer et coordonner les **réunions hebdomadaires (une par semaine en moyenne)** de suivi de chantier, en présence des entreprises et des représentants de l'établissement, **avec visite de chantier impérative**. Il en rédigera les comptes-rendus.
- De préparer, participer, animer et coordonner les **réunions technique (autant que nécessaire)**, en présence des entreprises, du contrôle technique si nécessaire, et des représentants de l'établissement. Il en rédigera les comptes-rendus.
- De préparer, participer, animer et coordonner les **réunions bimestrielles** de la cellule maîtrise d'ouvrage composées de la DISP, du CT, du CSPS, des entreprises de travaux et des autres personnes nécessaires selon l'ordre du jour, portant sur les aspects administratifs et financiers. Le Titulaire devra préparer les ordres du jour de ces réunions, rédiger les comptes-rendus et mettre en œuvre les décisions prises lors de ces réunions.
- De donner son avis par écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants. Il s'assure tout au long du chantier de l'intervention régulière des entreprises, en concertation avec le coordonnateur de sécurité.
- De s'assurer que les entreprises demandent la réception de leurs ouvrages selon la forme exigée par le CCAG Travaux. L'achèvement des travaux ne pourra être constaté qu'une fois l'ensemble des prestations exécutées, y compris les formations sur les matériels et équipements définitivement raccordés.
- De vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par le ou les titulaires des marchés de travaux, établir les états d'acomptes.
- *De donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les opérateurs économiques chargés des travaux et sur les décomptes généraux ainsi que d'instruire les mémoires de réclamation de ces opérateurs économiques.*

#### Procédure en cas d'événements :

Dans cette hypothèse, et pour remédier au plus vite à l'événement constaté, il est demandé au Titulaire d'appliquer la procédure suivante, employant pleinement les possibilités offertes par l'ordre de service (OS) et prenant ainsi sa pleine responsabilité de maître de l'œuvre :

- Dès qu'il a connaissance de l'événement, le maître d'œuvre donne ses instructions aux entreprises concernées par OS, en vue d'un éventuel chiffrage des prestations supplémentaires avec l'indication des délais correspondants.
- Si la prestation complémentaire n'entraîne pas de modification de prix et de délai, le maître d'œuvre peut établir un OS prescrivant le traitement de l'événement en cause, ou demander au maître de l'ouvrage d'utiliser une « décision de poursuivre ».
- Si la prestation complémentaire entraîne une modification sur le prix ou sur les délais, le maître d'œuvre transmet au maître de l'ouvrage une note explicative motivée et le devis de l'entreprise.
- Une fois l'accord du maître de l'ouvrage obtenu, un avenant au marché de travaux sera immédiatement préparé par le maître d'œuvre.

Il est précisé que l'opération comportera nécessairement des réceptions partielles, une par cour. Les diligences listées dans le présent article seront donc à exécuter autant de fois qu'il y aura de volets de travaux.

#### 4.4.2. Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution faites par l'entrepreneur (VISA)

*L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les opérateurs économiques chargés des travaux ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par ces opérateurs respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.*

Les documents établis par l'entrepreneur et soumis au visa du Titulaire doivent respecter les règles de l'art, les réglementations ainsi que les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre dans le cadre des marchés de travaux. Ce contrôle porte sur l'ensemble des documents des entreprises, plans, fiches produits, notes de calcul, procédures, contrôles d'accès, dossiers de sous-traitance, etc.

Le visa fait l'objet d'un **document explicite**, établi ou contrôlé par le Mandataire de Groupement de Maîtrise d'œuvre ; ce visa emporte la responsabilité de l'ensemble du Groupement. Un document revêtu du visa de la Maîtrise d'œuvre est considéré comme ayant été présenté et visé à l'ensemble des membres de l'équipe.

Le Titulaire s'assure notamment que les entreprises réalisent l'ensemble des diligences qui leur incombent pendant la période de préparation. Il prend toutes les mesures d'anticipation nécessaires pour éviter que la période de préparation soit prolongée du fait de l'inertie d'un entrepreneur.

L'ensemble des VISA émis par le titulaire est tenu à disposition du maître d'ouvrage et figurera au DOE final.

Il est précisé que l'opération comportera nécessairement des réceptions partielles, une par cour. Les diligences listées dans le présent article seront donc à exécuter autant de fois qu'il y aura de volets de travaux.

#### 4.4.3. Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux, en établissant une liste de réserves.
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée.
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage.
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.
- d'assister le maître d'ouvrage si d'éventuels désordres devaient se révéler postérieurement à la réception pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Il est précisé que l'opération comportera nécessairement des réceptions partielles, une par cour. Les diligences listées dans le présent article seront donc à exécuter autant de fois qu'il y aura de volets de travaux, sauf le process menant à la clôture comptable du marché (cf. infra).

Au titre des Opérations Préalables à la Réception, le maître d'œuvre :

- élabore les documents qui serviront à vérifier les performances du bâtiment par échantillonnage au stade de la réception,
- réalise une formation aux acteurs internes à l'établissement ou service pénitentiaire concerné qui seront chargés des vérifications,
- participe à l'organisation des opérations préalables à la réception au sens de l'article 41 du CCAG Travaux,
- rédige le PV final des OPR et propose à la maîtrise d'ouvrage la réception, la réception avec réserves, le refus de réception.

Il est clairement stipulé que le Titulaire devra apposer son visa aux plans et notices remises par les entreprises dans le cadre de l'article 40 du CCAG Travaux.

La constitution des dossiers des ouvrages exécutés devra être coordonnée avec les spécifications données par le maître de l'ouvrage, notamment en ce qui concerne les formats et les archivages informatiques.

La constitution des DOE devra également faire l'objet d'une concertation avec le coordonnateur de sécurité pour les nécessaires renvois du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

A cet effet, le Titulaire établit le synoptique des installations techniques de façon à faciliter la compréhension des plans techniques. Il fournit également les plans indiquant les charges d'exploitation des locaux et terrasses.

Le DOE comprendra les fiches descriptives du matériel installé, avec les préconisations afférentes aux opérations de maintenance. Ces documents seront présentés au visa du coordonnateur de sécurité après que le maître d'œuvre les aura constitués, ou bien après qu'il aura apposé son visa pour les documents établis par les entreprises.

Le DOE comprendra le Dossier de maintenance des liens de travail (DMLT). Le DMLT comprendra la détermination des coûts d'exploitation-maintenance, établi par le Titulaire sur la base des éléments communiqués par les entreprises de travaux.

Concernant la clôture comptable des marchés, il revient à la Maîtrise d'œuvre de vérifier le projet de décompte final établi par les titulaires des marchés de travaux, établir le décompte général.

#### Nota TF/TO1 :

Le décompte général étant unique, il n'y aura qu'un projet de décompte final remis par l'entreprise. Le chiffrage des prestations relatives à l'établissement du projet de décompte général et autres diligences relatives à la clôture comptable des marchés de travaux n'a donc à être chiffrée par le Titulaire que dans la TF.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le Titulaire devra prendre les dispositions nécessaires pour le traitement des désordres révélés postérieurement à la réception. A cet effet, il

convoquera les entreprises concernées et établira les spécifications d'intervention en concertation avec le maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS.

Avant la fin du 9<sup>e</sup> mois compté à partir de la date d'effet de la réception, le Titulaire programmera une visite d'inspection des ouvrages et des équipements techniques afin de vérifier avec les entrepreneurs concernés l'état des ouvrages ainsi que des performances des installations techniques et le traitement éventuel des dysfonctionnements constatés.

A l'issue de cette visite, le maître d'œuvre établit un bilan de son opération, en analysant d'une part les points négatifs et en indiquant les propositions pour y porter remède dans le cadre d'opérations ultérieures, et d'autre part les points positifs qu'il conviendra de maintenir ou de valoriser.

## ARTICLE 5 – MISSIONS COMPLEMENTAIRES

Les éléments de mission du présent article correspondent aux attentes et enjeux de la Maîtrise d'ouvrage de cette opération relativement à la partie technique MC1 constitutive d'une mission complémentaire à la mission de base.

*Le présent article porte notamment sur les articles R2431-19 à R2431-23 du Code de la commande publique, ainsi que les l'annexe II de l'annexe 20 du Code de la commande publique, dont le texte est reproduit en italique. Ces dispositions sont complétées de dispositions spécifiques ou précisées, en caractères normaux, résultant des exigences du maître de l'ouvrage propres à l'objet du marché.*

### **5.1 – DIA : ÉTUDES DE DIAGNOSTIC – MISSION COMPLEMENTAIRE 1 (MC1)**

Cette mission relève de la tranche ferme (TF).

**Afin de permettre à la DISP de se positionner efficacement sur la pertinence des études DIA, il est demandé un « DIA-APS » qui fusionne les attendus réglementaires du diagnostic avec ceux de l'avant-projet sommaire.**

Le TITULAIRE doit, dès cette MC1, prendre en compte l'étude de faisabilité existante et l'adapter aux évolutions du site : façade bardée modifiée, et apparition des franchissements de clôture.

Il ne pourra remettre en question ni son forfait, ni sa durée d'exécution, sans justifier de manière satisfaisante que les éventuels éléments nouveaux ou modifiés qu'apportera la réalisation de la mission DIA sont de nature à modifier de manière importante l'exécution de sa mission.

*Les études de diagnostic qui permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération ont pour objet :*

- *D'établir un état des lieux. A cette fin, le maître d'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment, son environnement, ses performances et son fonctionnement. Le maître d'œuvre est chargé, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux. Le Titulaire se chargera de faire intervenir les diagnostiqueurs dont il considère la prestation nécessaire, selon les termes de l'article 3.3.3 du présent CCTP. Néanmoins, le Titulaire est chargé d'effectuer les relevés*

nécessaires à l'établissement de cet état des lieux. Les relevés ou sondages à la main nécessaires sont inclus dans le présent marché. Si au cours de l'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le Maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

- *D'assurer une meilleure prise en compte des attentes des habitants et usagers.* Le Titulaire organisera, en concertation avec le chef d'Etablissement, des entretiens avec les personnels de l'établissement et, ou de la gestion déléguée qui auront intérêt à la prise en compte de leurs enjeux dans le projet. Toutefois, le Titulaire devra demander l'aval de la DISP avant d'intégrer dans son étude ces demandes nouvelles.
- *De fournir une analyse fonctionnelle, urbanistique, architecturale et technique du bâti existant.* Le Titulaire focalisera son action sur la partie technique, sans toutefois omettre les impacts qu'auront les interventions techniques sur le fonctionnement de l'établissement, tant pendant le chantier qu'après les travaux.
- *de procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité.*
- *De permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération.*
- De faire établir les diagnostics complémentaires par les spécialistes dans le temps de cette mission.

Au titre de la portée « DIA-APS » de l'étude demandée (ces points sont anticipés par rapport au texte réglementaire) :

- *De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble, phasées, traduisant les éléments majeurs du programme, d'en indiquer les délais de réalisation, d'examiner leur compatibilité avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenues pas le maître d'ouvrage et affectée aux travaux.* En particulier, le Titulaire établira un comparatif des solutions techniques existantes, et notamment entre filet métallique et filet en polymère.
- *D'indiquer des durées prévisionnelles de réalisation* et élaborer un calendrier à l'échelle du mois couvrant l'ensemble de l'opération, en prévoyant un phasage prévisionnel.
- *D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.*
- De préciser *les performances techniques à atteindre.*

Les études de diagnostic (niveau DIA-APS) seront exécutées par le Titulaire sur la base d'une étude documentaire et de visites d'état des lieux. Le rapport de diagnostic devra au minimum :

- Comporter, sous forme de plans, le repérage des systèmes et réseaux actuels et futurs.
- Repérer les désordres apparents.
- Comporter le recueil du témoignage des personnes interrogées.
- Etablir un relevé capacitaire des réseaux existants afin de s'assurer de toutes les conséquences de l'opération sur les autres réseaux (notamment électriques : courant fort, secours, courant faible sûreté) de l'établissement.
- Etablir le « point zéro » des coûts de maintenance et d'exploitation des systèmes modifiés par l'opération.
- Mettre en évidence les dispositions transitoires et provisoires qu'impliquent les travaux induits par cet état des lieux diagnostique, avec carnet de phasage.

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections  
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

Les études de diagnostic feront l'objet d'au moins deux réunions de présentation, une à la DISP et une à l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu.

Le rapport sera structuré de telle manière que l'analyse soit perceptible :

- Par objectif.
- Par cour.
- Par phase de travaux.

*Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails significatifs au 1/100.*

## **5.2 – OPC : ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION – MISSION COMPLEMENTAIRE 2 (MC2)**

Cette mission relève :

- de la tranche ferme (TF) pour les missions MC1 et PT1 à PT3,
- de la TF pour les trois premières cours pour la PT4,
- de la tranche optionnelle 1 (TO1) pour les quatre autres cours pour la PT4.

Le découpage de la mission OPC est identique à celui de la mission principale afin de faciliter la gestion du contrat. L'annexe financière à l'acte d'engagement précise la répartition financière de cette mission pour chacune des phases.

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que le chemin critique, par des documents graphiques, et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, de participer au collège interentreprises d'hygiène et de sécurité ;
- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

**De plus, la mission OPC se voit attribuer une dimension supplémentaire, inhérente à l'intervention en site pénitentiaire en activité : celle de l'anticipation complète et totale des flux, conditions d'accès, conditions d'intervention et interfaces avec l'Établissement.**

Ordonnancer une opération, c'est :

- analyser et découper l'opération en tâches élémentaires,
- déterminer les contraintes qui existent entre ces tâches,

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections*  
*Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

- matérialiser ces deux démarches sur un document appelé graphe qui est une représentation logique des tâches et des délais, sans prise en compte des dates.

Planifier, c'est :

- affecter à chaque tâche élémentaire définie par l'ordonnancement un certain nombre de paramètres (localisation, durée, moyen, coût) et produire un échancier de ces paramètres.
- obtenir un déroulement harmonieux de l'acte de construire, grâce à des méthodes de travail ou des processus de production des documents, fruits de l'expérience de nombreuses opérations.

Piloter c'est :

- mettre en application les diverses mesures d'organisation élaborées lors de l'ordonnancement et de la planification.

Tâche :

Par "tâche", on entend toute intervention ayant ou pouvant avoir, directement ou indirectement, une influence sur le déroulement du chantier et sur la date de livraison des ouvrages à terminer dans les délais fixés (travaux du marché, mais aussi : installations de chantier, études générales, spécifications techniques détaillées et plans d'exécution, branchements, fabrications, approvisionnements, livraisons, démarches, décisions, formalités, etc.).

#### 5.1.1. OPC pendant le DIA (pendant la MC1)

Le Titulaire se charge de la planification et du phasage au niveau DIA-APS. Il établit le carnet de phasage et un calendrier général de l'opération. Il veille à ce stade (comme dans la suite de sa mission) aux impacts qu'ont les travaux sur la capacité d'accueil de l'établissement.

#### 5.1.2. OPC pendant l'AVP (pendant la PT1)

Le Titulaire assiste le maître de l'ouvrage en identifiant tous les éléments pouvant influencer sur les délais, l'économie de chantier et l'organisation générale du projet, les flux, la capacité de l'établissement :

- propose un schéma de diffusion des informations et de circulation des documents d'études tel que défini dans le cahier des clauses communes ;
- établit un calendrier des études jusqu'à la signature des marchés. Il contrôle les délais, prévient les retards et propose des actions correctives ;
- évalue l'impact sur la détention des solutions techniques mises en œuvre.

#### 5.1.3. OPC pendant le PRO (pendant la PT2)

Le Titulaire met à jour ses documents en détaillant à l'échelle du corps d'état, du bâtiment, de la phase le calendrier enveloppe.

Il consolide son carnet de phasage, identifiant les flux.

Il établit un projet de base-vie.



#### 5.1.4. OPC pendant l'AMT (pendant la PT3)

Le Titulaire :

- identifie les incidences des dispositions proposées par le CSPS sur les objectifs de sa mission, installations de chantier... ;
- définit les moyens humains et techniques, à exiger de la part des entreprises, qui figureront dans le règlement de la consultation ;
- procède au recensement et à l'analyse des contraintes et formalités de toute nature conditionnant le déroulement du chantier et plus particulièrement :
- établit le calendrier prévisionnel d'élaboration des études d'exécution et des plans de synthèse, en suivant le découpage de la mission EXE tel que défini au-dessus (avant et après la passation des contrats de travaux) ainsi que son circuit de validation ;
- établit le calendrier des différentes tâches à effectuer au cours de la période de préparation et nécessaires au commencement des travaux ;
- prend en compte le découpage en tranches des marchés de travaux ;
- établit le calendrier prévisionnel des travaux, en prenant en compte la capacité d'accompagnement de l'Etablissement ; toute superposition de tâche sera à faire confirmer dans le cadre de sûreté ;
- décrit dans le DCE les procédures qui seront mises en place lors de la période de préparation concernant l'anticipation des démarches de validation des procédures d'intervention auprès de l'Etablissement ; il joint notamment un modèle de fiche d'intervention ; il propose les conditions de pénalisation des manquements afférents à cette procédure ;
- mentionne, dans le rapport d'analyse des offres, les impacts sur la détection des différentes solutions techniques et organisations prévues par les candidats.

En ce qui concerne les autres éléments réglementaires de la mission AMT, le Titulaire donne un avis sur les moyens des entreprises au stade des candidatures, et détermine l'incidence apportée par les variantes éventuellement proposées par les entreprises.

Ces prestations sont à mener y compris sur les éventuelles variantes, jusqu'aux diligences nécessaires en mise au point.

#### 5.1.5. OPC pendant la PT4

##### **(1) Organisation générale et vie commune**

Le Titulaire :

- procède au recensement du rôle et responsabilité des intervenants et constitue le fichier "identifiants" ;
- établit l'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives conditionnant les travaux et en assure la mise à jour ;
- recense les besoins des différentes entreprises en matière d'installation de chantier ;

- tient à la disposition de tous les intervenants, un journal de chantier sur lequel il note les événements importants correspondant à l'organisation et aux délais. Le Titulaire assure la conservation de ce journal qu'il remet en fin de chantier au maître de l'ouvrage ;
- établit, conjointement avec les entreprises, l'ensemble des fiches d'intervention pour la durée du chantier, zone par zone ;
- obtient l'approbation de l'ensemble des parties (entreprises, Établissement, CSPS) sur l'ensemble des fiches d'intervention.

**Ce dernier point sera un préalable à la diffusion de l'OS de démarrage des travaux. Le Titulaire veillera donc à ce que les pièces des marchés de travaux intègrent explicitement ces exigences pour que les entreprises ne puissent se prévaloir d'une absence de ce type.**

## **(2) Suivi des études d'exécution dans le cadre du VISA**

Le Titulaire :

- établit le calendrier de diffusion des documents d'exécution, par lot, par document ; il en assure le pointage et les relances correspondantes ;
- met à jour en collaboration avec les différents intervenants le calendrier détaillé de remise des études d'exécution et des plans de synthèse ;
- établit et met à jour l'état d'avancement de la validation de ces études d'exécution ;
- contrôle le respect du calendrier de ces études d'exécution et procède aux relances nécessaires ;
- constitue sur le chantier une bibliothèque de référence de l'opération disponible pour tous les intervenants comprenant les marchés de travaux, actes d'engagement, décompositions de prix, CCAP, CCTP, mémoires techniques et un dossier complet des plans et documents « bon pour exécution ».

## **(3) Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le Titulaire :

- établit le calendrier des différentes opérations commandant le commencement des travaux en cohérence avec les dispositions de sécurité et de santé prévues (calendrier des travaux préparatoires) ;
- analyse, à partir du dépouillement des descriptifs et quantitatifs et enquête auprès des entreprises, les tâches élémentaires et les contraintes, y compris les problèmes particuliers de préfabrication et d'approvisionnements, estime les délais partiels et les effectifs relatifs aux différentes tâches, choisit l'ordre des interventions le plus favorable ;
- élabore et propose des graphes suivant une méthode "adaptée" : traduction en graphe planning, calcul des réseaux, itérations, lissage des charges, détermination du chemin critique ;
- procède au nivellement des moyens, à la détermination de la durée des tâches et à la définition des moyens et effectifs à mettre en œuvre ; il propose l'ordre des interventions le plus favorable, en liaison avec les entreprises ;
- établit le calendrier détaillé d'exécution, et si nécessaire les calendriers particuliers selon la liste mentionnée ci-après, le(s) soumet aux entreprises concernées pour validation ; après validation le transmet à la personne responsable du marché pour approbation ;
- établit la liste des échantillons et, teintes non précisées dans les CCTP, définit les dates de présentation puis de décision en fonction des délais de commande et de mise en œuvre.
- La liste des calendriers particuliers est la suivante :

- calendrier de détail par éléments d'ouvrage (fondations, structures, locaux techniques, etc.) ;
- calendrier par unité de chantier (étage, bâtiment, zone, témoin, etc.) ;
- calendrier par corps d'état ;
- calendrier conditionné par les interventions des concessionnaires ;
- calendrier des approvisionnements, préfabrications, commandes ;
- calendrier faisant apparaître l'imbrication des dates d'achèvement des constructions et celles des ouvrages d'aménagement (VRD du chantier, aménagements extérieurs, voirie publique, etc.) ;

Sur ces calendriers, doivent figurer les délais relatifs :

- à l'organisation matérielle et collective du chantier ;
- à l'organisation de chantier propre à chacun des lots ;
- à la mise en place et au repliement des moyens essentiels ;
- aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations, etc. ;
- aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier ;
- à l'exécution détaillée des travaux pour chacun des lots ;
- à la finition, aux vérifications techniques, essais et mise en service des installations techniques ;
- aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- aux visites des commissions de sécurité ;

#### **(4) Réalisation des travaux**

Le Titulaire :

- procède au déclenchement de l'intervention des entreprises. Il confirme les dates de début et de fin de tâche et veille au respect des moyens prévus ;
- contrôle l'avancement des travaux dans le respect du calendrier détaillé d'exécution et enregistre les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts ;
- assure le pointage permanent des effectifs et des moyens des entreprises ;
- fait apparaître l'avancement du chantier pour chaque réunion (calendrier pointé), et en cas de retard attire immédiatement l'attention de l'entreprise défaillante et étudie avec cette dernière les moyens permettant de le résorber ;
- informe aussi souvent que nécessaire le maître de l'ouvrage des difficultés rencontrées, des procédures correctives. Il le conseille sur les dispositions à prendre qui ne sont pas de la compétence de l'OPC ;
- établit, en concertation avec les entreprises, un "recalage" du calendrier détaillé d'exécution, si les retards ne permettaient plus de les gérer, édite les documents mis à jour et, si le délai global d'exécution est conservé, le calendrier est notifié par ordre de service, si le délai global d'exécution est prolongé, le calendrier est notifié par ordre de service, après décision du maître de l'ouvrage.
- recueille les relevés météorologiques, en cas d'arrêt de chantier ;
- note tous les arrêts de chantier ;
- en cas d'une éventuelle défaillance d'une ou de plusieurs entreprises, il propose au maître de l'ouvrage des mesures destinées à limiter les effets sur les délais ;
- tient à disposition des intervenants la bibliothèque de références où figurent les documents intéressant les travaux (CCTP et décomposition du prix global forfaitaire par lot, plans d'exécution, etc.) ;

*Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections*  
*Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu*

- établit les constats sur les manquements des entreprises vis-à-vis des fiches d'intervention et propose les pénalités en conséquence.

Le Titulaire :

- organise les réunions hebdomadaire OPC en rédige le compte-rendu et en assure la diffusion ; cela doit être un compte-rendu distinct du compte-rendu établi par la Maîtrise d'œuvre ;
- provoque les réunions interentreprises nécessaires à la coordination, en dresse le compte-rendu et le diffuse aux intervenants ;
- veille à la prise des décisions relevant du maître de l'ouvrage et à celles incombant aux autres intervenants selon les dispositions arrêtées lors de l'ordonnancement ;
- planifie les visites d'acceptation interentreprises.

**(5) Lors des opérations de réception**

Le Titulaire :

- établit un calendrier détaillé des opérations préalables à la réception intégrant notamment les essais, les contrôles divers et la mise en service des équipements techniques en liaison avec le contrôleur technique et les entrepreneurs ;
- planifie et coordonne les travaux à effectuer pour la levée des réserves ;
- planifie la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), y compris le DIUO, non remis en cours de chantier ;
- établit le rapport de fin de chantier intégrant notamment les informations nécessaires à l'affectation des retards ;
- organise et suit le processus de levées de réserve de façon à en limiter la durée ;
- organise les réunions hebdomadaire OPC en rédige le compte-rendu et en assure la diffusion ;
- provoque les réunions interentreprises nécessaires à la coordination, en dresse le compte-rendu et le diffuse aux intervenants ;
- veille à la prise des décisions relevant du maître de l'ouvrage et à celles incombant aux autres intervenants selon les dispositions arrêtées lors de l'ordonnancement ;
- planifie les visites d'acceptation interentreprises.

**(6) Durant la mise en service et l'année de parfait achèvement**

Le Titulaire :

- planifie l'information ou la formation des utilisateurs ;
- organise les réunions d'information entre entreprises et personnel exploitant ;
- planifie l'intervention des entreprises pour la levée de réserves et des désordres éventuels ;
- pilote et coordonne ces travaux ;
- assiste le maître de l'ouvrage dans l'instruction des mémoires en réclamation éventuels, pour la partie concernant.